

**SERVICE TECHNIQUE**

☎ 05 46 30 19 46

✉ [domaine.public1@aytre.fr](mailto:domaine.public1@aytre.fr)

Affaire suivie par : Eric SAUTEREAU

**Autorisation de voirie n° 25-AV-0003  
portant permission de voirie et autorisation d'entreprendre les travaux**

**RUE DES CAVES**



**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques

**VU** le Code de la voirie routière

**VU** le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire)

**VU** le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

**VU** la délibération n° 10 du Conseil Municipal du 23 Mai 2024, relative à la tarification de l'Occupation non commerciale du Domaine Public

**VU** la demande en date du 08/01/2025 par laquelle ALLEZ & Cie demeurant 4 avenue André Dulin - BP 40001 - ZI des Soeurs

17300 ROCHEFORT représentée par VINET Audrey pour le compte de ENEDIS ROCHEFORT demeurant 2 Boulevard Aristide Briand BP 130 17300 ROCHEFORT représentée par Madame Aude TAMPON demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public :

- modification de branchement au réseau d'électricité 1 RUE DES CAVES

Le Maire d'Aytre **ARRÊTE** :

**ARTICLE 1 - AUTORISATION :**

Le bénéficiaire (ENEDIS ROCHEFORT) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à exécuter les travaux énoncés dans sa demande :

**1 RUE DES CAVES**

- du 20/01/2025 au 21/02/2025, modification de branchement au réseau d'électricité sur le trottoir

**ARTICLE 2 - SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DE CHANTIER :**

ENEDIS ROCHEFORT devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du chantier, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

En cas d'absence d'arrêté permanent pris par les gestionnaires de voirie concernés précisant les modalités de réalisation de chantiers courants, ou de travaux non couverts par ces éventuels arrêtés, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant la circulation et / ou le stationnement.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

ENEDIS ROCHEFORT a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

En cas d'intempéries de nature à gêner la visibilité des usagers, les travaux doivent être interrompus et une signalisation adaptée mise en place.

En cas de danger pour les usagers, les travaux sont, à l'initiative du pétitionnaire ou de l'autorité de police, différés ou interrompus, sans préjudice de la mise en place d'une signalisation d'urgence, même en l'absence de décision de l'autorité de police.

### ARTICLE 3 - IMPLANTATION, OUVERTURE DE CHANTIER ET RÉCOLEMENT :

Le présent arrêté vaut autorisation d'entreprendre aux dates suivantes, sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation :

- Date de début des travaux : 20/01/2025
- Date de fin des travaux : 21/02/2025

La conformité des travaux autorisés sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier et, selon le cas, durant l'exécution des travaux. Le bénéficiaire est tenu d'assurer toutes les facilités d'accès aux services du gestionnaire de la voirie pour effectuer les travaux de contrôle jugés nécessaires.

### ARTICLE 4 - RESPONSABILITÉ :

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 5 - AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES :

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

### ARTICLE 6 - REMISE EN ÉTAT DES LIEUX :

Dès l'achèvement des travaux, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

### ARTICLE 7 - DURÉE, VALIDITÉ, RENOUELEMENT ET REMISE EN ÉTAT :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation est valable pour une durée d'un an à compter de sa notification. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La présente autorisation ne vaut pas autorisation d'occupation temporaire du domaine public. Une demande de permission de voirie devra être adressée au gestionnaire de voirie, aux fins d'obtenir le titre d'occupation permettant notamment d'éviter que l'occupation par les ouvrages, créés dans le cadre des travaux dont il est fait mention à l'article 1 de la présente autorisation, ne soit considérée comme illégale.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

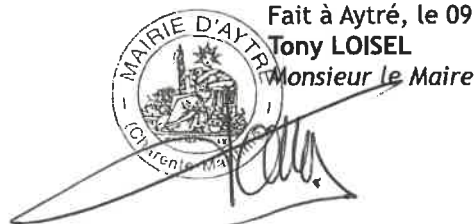
### ARTICLE 8 - CONSTAT :

Le site que vous allez occuper est réputé en bon état. Charge à vous de nous faire parvenir le constat de toutes dégradations avant votre intervention.

### ARTICLE 9 - REDEVANCE :

Toute occupation du domaine public est susceptible d'être assujettie à une redevance dont les tarifs font l'objet d'une délibération du Conseil municipal. Un titre de recette vous parviendra donc à l'issue de votre chantier / occupation.

Fait à Aytré, le 09 janvier 2025  
Tony LOISEL  
Monsieur le Maire



### DIFFUSION :

- ENEDIS ROCHEFORT - ALLEZ & Cie
- Responsable Police Municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



**CONSEIL MUNICIPAL**  
du jeudi 23 mai 2024

Responsable de service :  
Olivier UZANU

**DÉLIBÉRATION N° 10**

Sous la présidence de M. Tony LOISEL, Maire

Présents :

Mme Marie-Christine MILLAUD, M. Alain MORLIER, M. Jonathan COULANDREAU, M. Pierre CUCHET, Mme Frédérique COSTANTINI, M. Camille LAGRANGE, M. Gérard-François BOURNET, Mme Laetitia BOURDIER, M. Thierry LAMBERT, M. Jean LORAND, Mme Rita RIO, M. Dominique GAUDIN, Mme Laurence BOUVILLE, Mme Angéline GLUARD, M. Patrick ROBIN, Mme Agnès de BRUYN, Mme Hélène RATA, M. Olivier CALIX, Mme Hélène de SAINT DO, M. Vincent HEUSICOM, M. Arnaud LATREUILLE, M. Jacques GAREL,

Absent/s excusé/s représenté/s :

Mme Nadine NIVAUULT donne procuration à M. Thierry LAMBERT  
Mme Estelle QUÉRÉ donne procuration à Mme Laëtitia BOURDIER  
Mme Sophie DESPRÉS donne procuration à Mme Marie-Christine MILLAUD  
M. Jean-François RABEAU donne procuration à M. le Maire  
M. Yan GENONET donne procuration à Mme Hélène RATA  
Mme Lisa TEIXEIRA donne procuration à M. Arnaud LATREUILLE

Secrétaire de séance : M. Jonathan COULANDREAU

Date de convocation ..... 16/03/2024  
Nombre de membres en exercice ..... 29  
Nombre de membres présents ou ayant donné une procuration ..... 29

**10. Révision de la tarification de l'occupation non commerciale du domaine public**

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 2213-6 et L. 2331-4 ;

Vu le Code général de la Propriété des personnes publiques (CGPPP) et notamment ses articles L. 2122-1, L. 2122-2, L. 2122-3 et L. 2125-1 ;

Vu la délibération n°11 du Conseil municipal d'Aytré en date du 27 avril 2023 ;

Considérant le souhait de la commune d'harmoniser les tarifs d'occupation non commerciale du domaine public avec les communes riveraines, notamment la commune de La Rochelle ;

Considérant la revalorisation indiciaire des agents des collectivités territoriales à hauteur de 1,5% au 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;

Considérant l'avis de la Commission Déplacements urbains du 16 avril 2024 ;

Il est proposé au Conseil municipal la révision des tarifs pour 2024 comme suit :

### 1 - Occupation non commerciale du domaine public avec autorisation

Ces tarifs concernent :

A) les zones neutralisées pour le dépôt de matériels ou matériaux (sable, graviers, etc.), échafaudages, bennes, clôtures de chantier, base de vie de chantier, selon les besoins du demandeur ou consécutivement à sa demande :

- Territoire commune AYTRE : **0.93 € /m<sup>2</sup>/jour** au lieu de 0.90 €/m<sup>2</sup>/jour
- Frais de dossier : 10 € (tarif inchangé)

B) la pose/dépose de mobilier urbain rendu nécessaire par la réalisation de travaux

La pose/dépose du mobilier urbain (main d'œuvre comprise) sera proposée après étude de faisabilité en régie (main d'œuvre comprise et hors location d'engins de manutention), aux conditions tarifaires suivantes : 106.65€/heure (tarif inchangé).

### 2 – Déménagement

- Forfait déménagement pour un particulier avec occupation du domaine public sur 20m<sup>2</sup> maximum et prêt de 2 panneaux de signalisation : **40 €/jour** (tarif inchangé)
- Si les panneaux sont restitués, le tarif est ramené à 10 €/jour (20 m<sup>2</sup> maximum) pour un particulier
- La gratuité est accordée aux étudiants si les panneaux de signalisation sont restitués
- Forfait déménagement pour un professionnel avec occupation du domaine public de 40 m<sup>2</sup> maximum : **80 €/jour** (tarif inchangé)

### 3 – Occupations illicites du domaine public constatées de fait

- Tarif forfaitaire à la journée : 510.00 €

### 4- Intervention des agents municipaux : coût des travaux en régie

- Main d'œuvre **42 €/heure/agent** au lieu de 41.44 €/heure/agent
- Les tarifs de facturation des véhicules s'entendent hors main d'œuvre :
- Utilisation d'un utilitaire léger **14,40 €/heure**
- Utilisation camion benne (<3.5T) : **42 €/heure**
- Utilisation camion multi bennes : **101.88 €/heure**
- Utilisation tracteur + broyeur : **50,67 €/heure**
- Utilisation tractopelle : **92,52 €/heure**
- Utilisation nettoyeur haute pression : **22.91 €/heure**
- Utilisation camion nacelle élévatrice : **50 €/heure**
- Utilisation balayeuse aspiratrice : **108,77 €/heure**

En cas d'intervention en dehors des horaires de service, les coefficients suivants seront appliqués :

- Heure d'astreinte : 1,25 - Heure de nuit (entre 21 h et 6 h) : 2,25
- Dimanche et jour férié : 2

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à :

A l'unanimité des membres présents et représentés,

Abroge et remplace la délibération n°11 du Conseil Municipal du 27 avril 2023

Approuve la tarification au 1er juin 2024,

Autorise M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cet objet

Annexe 06 : Délibération n°11 du 27/04/23

Pour extrait conforme,

**Tony LOISEL**  
Maire



  
**Jonathan COULANDREAU**  
Secrétaire de séance

**Ville d'Aytré**  
Charmilles – BP 30 102 – 17442 AYTRE Cedex  
05 46 30 19 19 – information@aytre.fr  
**aytre.fr**